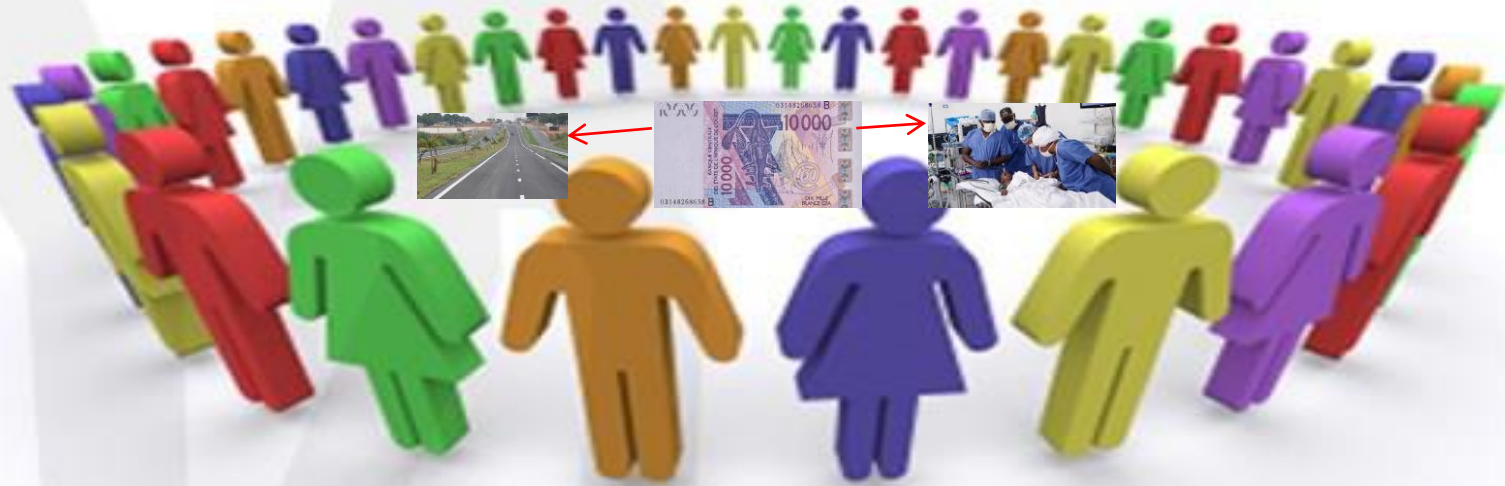


TRANSPARENCE BUDGÉTAIRE ET BUDGET-CITOYENS



Où sont mes impôts ?

Aperçu de la Présentation

INTRODUCTION

I. PROCESSUS BUDGETAIRE

II. FOCUS SUR LA TRANSPARENCE BUDGETAIRE

III. BUDGET-CITOYENS

IV. PERSPECTIVES



L'importance de la transparence des finances publiques en tant que fondement de la bonne gouvernance publique est reconnue depuis longtemps. Le Code du FMI de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques et les meilleures pratiques de l'OCDE en matière de transparence budgétaire ont encore intensifié l'intérêt accordé à cette question.

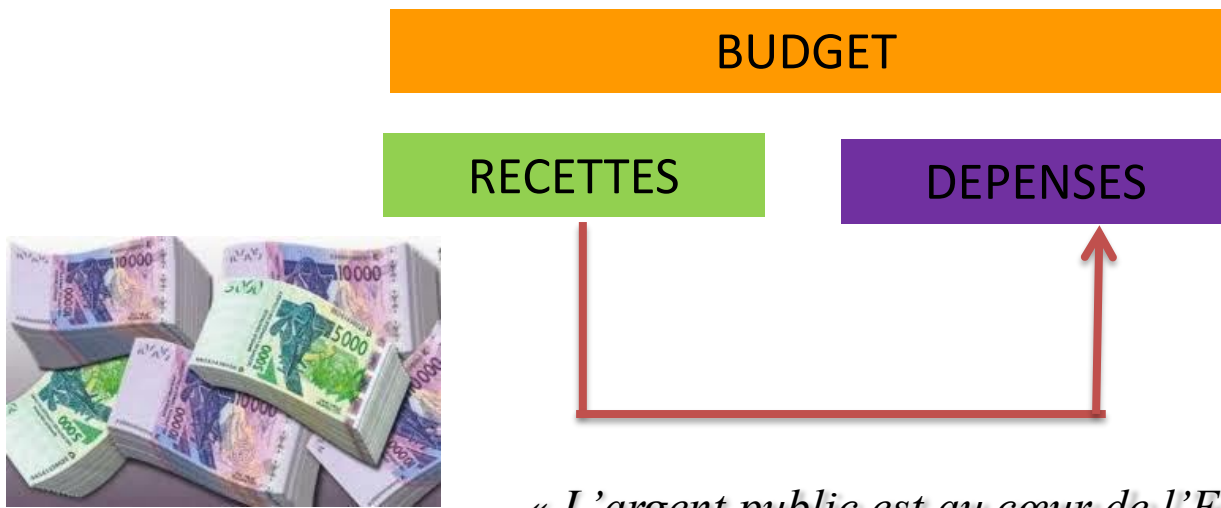
Au Mali, la notion de transparence, s'inscrit dans un contexte de large réforme dans la gestion des finances publiques au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA). Au nombre de ces réformes, la question de la transparence budgétaire occupe une place de choix avec la transposition de la Directive n°01/2009/CM/UEMOA portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA.

Ainsi, la Loi n°2013-031 du 23 juillet 2013 portant approbation du Code de Transparence dans la Gestion des Finances Publiques, dans son préambule, dispose que les citoyens, qui sont à la fois contribuables et usagers des services publics, doivent être clairement, régulièrement et complètement informés de tout ce qui concerne la gouvernance et la gestion des fonds publics.

L'accès aux documents budgétaires n'est pas une fin en soi. Plutôt, leur contenu doit être largement partagé et compris par les citoyens. D'où l'élaboration du budget-citoyens. Le budget citoyen constitue une des principales bonnes pratiques en matière de transparence budgétaire.

1.1. Définition du Budget

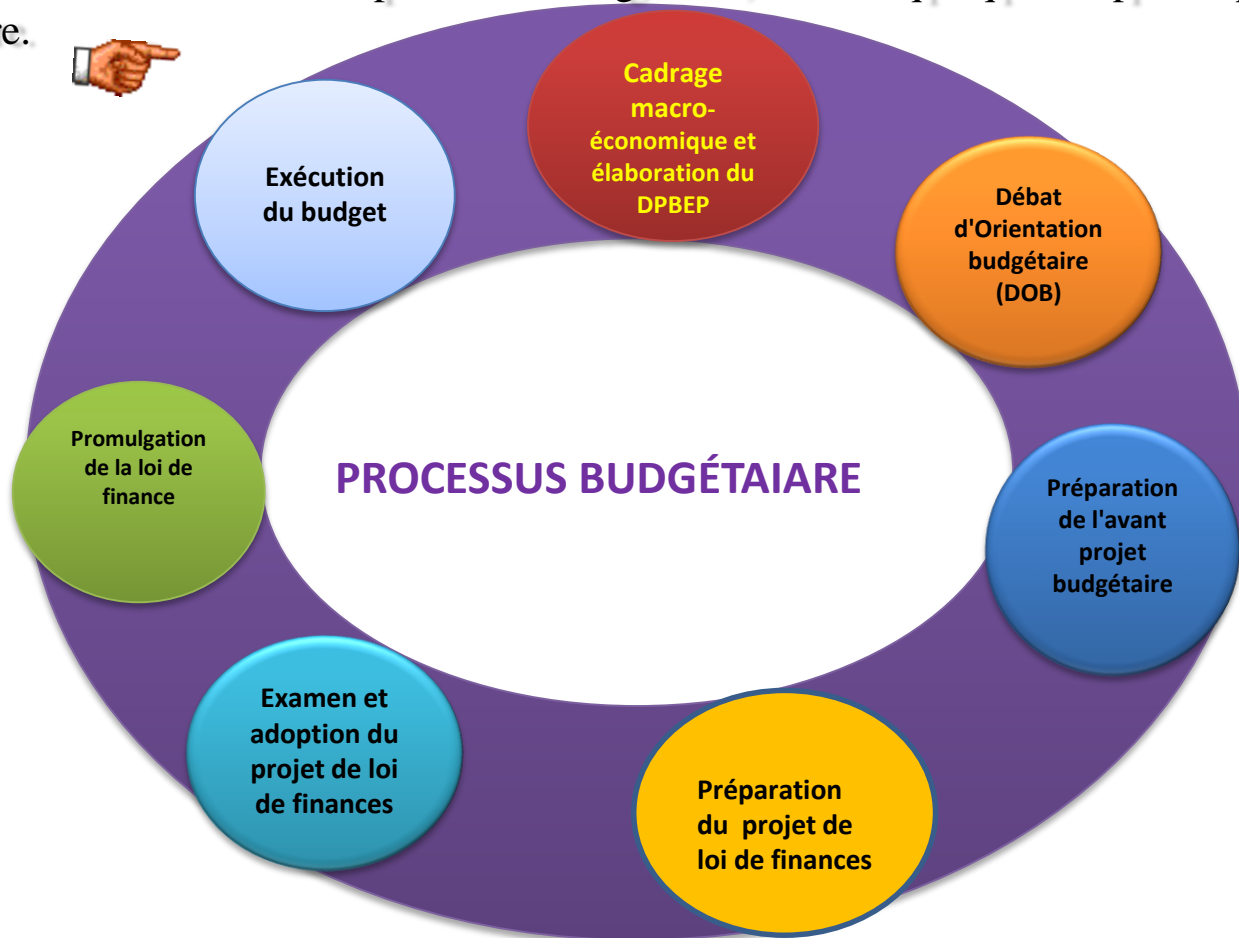
Le budget est un acte juridique qui **autorise** et **prévoit** les **recettes** et les **dépenses** de l'Etat pour une période définie. Il indique dans quelle situation on se trouvera au terme de cette période si tout se passe comme prévu. C'est essentiellement un document de prévision.



« L'argent public est au cœur de l'Etat de droit et de la démocratie »

1.2.LES ETAPES DU PROCESSUS BUDGETAIRE

En dehors de la conférence de lancement du processus budgétaire, on note quelques étapes importantes du processus budgétaire.



a. Définition de la transparence budgétaire

Selon le FMI , c'est « Faire connaître au public les activités budgétaires **passées**, **présentes** et **futures** de l'Etat ».

Elle permet aussi de donner toute l'information à la fois sur le processus et les contenus des documents budgétaires. Elle permet également de favoriser l'implication des citoyens dans le processus budgétaire à travers l'accès à des informations fiables et exhaustives issues des documents budgétaires.


b. Etats de lieu de l'accès du public aux informations budgétaires au Mali




En matière de transparence budgétaire, le Mali a fait des efforts remarquables en termes de publications des documents budgétaires sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances. Les documents budgétaires mis à la disposition du public sont:

 la Loi de Finances de l'année et ses annexes, notamment :

✓ Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP), au **plus tard 30 juin**;

✓ Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP), **au plus tard le 1^{er} octobre** ;

 le rapport genre , **au plus tard le 1^{er} octobre** ;

-  le Budget-Citoyens, **au plus tard fin mars** ;
-  les Arrêtés d'ouverture des crédits budgétaires **au plus tard le début du semestre** ;
-  le rapport d'exécution du budget précédent , **au plus tard le 1^{er} octobre** .

En plus de ces documents budgétaires publiés, Il faut noter que, le Mali a été est le quatrième pays francophone en Afrique, qui a publié ses données budgétaires à l'aide de **BOOST** sur le site de la banque mondiale . L'outil BOOST, présente des données budgétaires désagrégées de 2004 jusqu'à 2017. Il est actualisé chaque année. Il convient de noter que l'application de la transparence budgétaire ne se limite pas à vulgariser l'accès aux informations budgétaires mais surtout à faciliter la lecture et la compréhension des documents budgétaires par tous.

Au delà des documents budgétaires , le processus budgétaire implique largement l'ensemble des acteurs et plus précisément la société civile et les PTF à travers notamment différents cadres formels:

- la revue des projets-programmes au niveau ministériel (Gouvernement, PTF, société civile);
- **L'élaboration des DPPD-PAP (Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel des Dépenses des Ministères) ;**
- la revue des politiques sectorielles (Gouvernement, PTF, société civile);
- la revue du CREDD (Gouvernement, PTF, société civile);
- la conférence de lancement du processus budgétaire (Gouvernement, PTF, société civile).

La notion de Budget-Programmes

Le Budget-programmes est une approche de gestion budgétaire....

- ✓ Qui permet d'accroître l'imputabilité des **Responsables de Programmes** ;
- ✓ Qui lie les crédits et les résultats attendus mesurables ;
- ✓ Qui assure une gestion optimale des ressources financières et humaines.

La notion de Budget-Programmes

Le budget-programmes s'intéresse à la finalité, à l'impact de ce qui est produit. C'est la logique de résultats

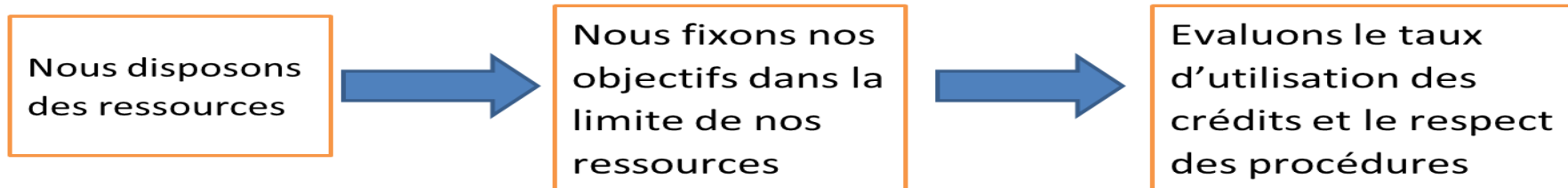
Elle vise à répondre aux questions suivantes :

- **Quels sont les résultats de l'action gouvernementale?**
- **Quelles sont les améliorations au bénéfice de la société ?**

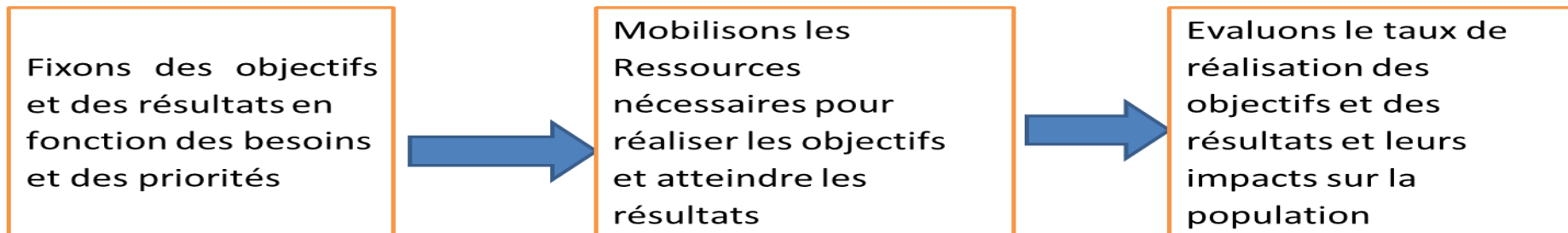
La clé de ce type de budget est donc le « programme », c'est-à-dire un ensemble d'objectifs de politique publique auquel sont associés les moyens nécessaires pour les atteindre.

La notion de Budget-Programmes

Logique de moyens (Avant)



Logique de Résultats (maintenant)



La notion de Budget-Programmes

Le budget-programmes repose sur **deux principes** :

- **la responsabilisation des gestionnaires** pour atteindre les objectifs assignés : déconcentration de l'ordonnancement
- **la flexibilité dans la gestion** : allègement des contrôles a priori

3.1. Définition :

C'est un document simplifié de la loi de finances qui résume les principaux chiffres figurant dans cette loi, à travers lequel le citoyen peut savoir la façon dont les dépenses sont réparties pour financer les services publics, ainsi que les recettes provenant de diverses sources. Ainsi, l'intérêt de l'élaboration du budget-citoyens, est de faciliter l'implication des citoyens dans le débat en matière de gestion des ressources publiques et d'informer le grand public des orientations stratégiques du gouvernement dans un langage simplifié et compréhensible. **En fin, il favorise la communication entre l'Administration et les Citoyens en mettant à temps à leur disposition, l'information budgétaire pertinente et compréhensible.**

3.2.Historique :

- **Processus entamé en 2010** : Traduction en 10 langues nationales pour rendre le projet de budget et ses annexes (16Kg) facile à exploiter pour le grand public et la société civile ;
- **En 2011**: Premier budget-citoyens en 2 versions (brochures de 13 pages et un dépliant de 2 pages) ;
- **En 2012** : Traduction de la brochure de 2 pages en 10 langues nationales ;
- **Depuis 2013** : Production de deux versions, le livret (15 à 20 pages et le dépliant (2 pages)).

3.3.Caractéristique d'un budget-citoyens:

Produit par le gouvernement:

- Hypothèses;
- Processus budgétaire
- Perception des recettes
- Priorités d'allocation des dépenses

Etabli en consultation avec les citoyens:

- Besoin d'information des citoyens;
- Suggestions d'amélioration.

Permet la compréhension et l'appropriation du budget par le public :

- Style rédactionnel clair;
- Moins de termes techniques.

3.3.Caractéristique d'un budget-citoyens:

Sert de “porte d'entrée » à davantage d'informations sur le budget :

- Liens vers des informations supplémentaires (internet)
- Cordonnées des structures responsables.

Se concentre sur les documents de planification budgétaire :

- Projet de loi de finances
- Ses annexes principales

Publié au même moment que le budget lui-même:

- Projet de loi de finances
- Loi de finances.

3.3.Caractéristique d'un budget-citoyens:

Produit dans les langues officielles du pays, au minimum :

- Langues officielles
- Langues nationales

Largement diffusé, de préférence dans de multiples formats:

- Format papier;
- Internet;
- Radio;
- Vidéo;
- SMS

3.4. Processus d'élaboration du budget-citoyens:

4 étapes:

1. planification et la conduite de consultations avec des groupes et des individus extérieurs au gouvernement;
2. prise en compte des conclusions des consultations
3. rédaction
4. diffusion

3.5.Contenu indicatif du budget-citoyens:

Première partie: Introduction et une brève explication des notions de base

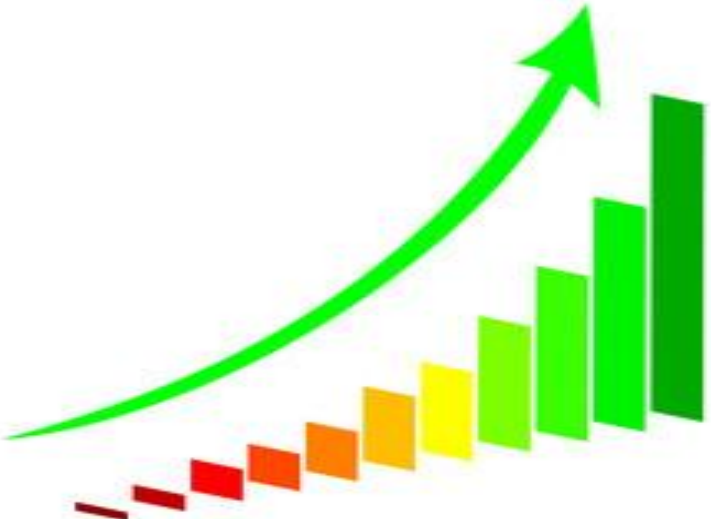
Deuxième partie: Perspectives économiques et objectifs du gouvernement

Troisième partie: Finances publiques et perspectives budgétaires : recettes/dépenses, déficit et moyen de son financement

3.5.1 Hypothèses macro-économiques

Taux de croissance réel du PIB: 5,0 %

Taux d'inflation: 2 %



PIB nominal (en milliards de FCFA): 10199

3.5.2 DETAILS DES RESSOURCES PAR NATURE (EN MILLIARDS DE FCFA) 2019

NATURE DES RESSOURCES	2019	2019	Evolution ressources	
	LFI	LFR	Valeur	Taux
1.BUDGET GENERAL	1896,6	1928,1	31,5	1,7%
1.1 Recettes fiscales	1603,6	1537,5	-66,1	-4,1%
1.2. Recettes non fiscales	24,5	89,0	64,5	263,3%
1.3 Produits Financiers	49,8	49,8	0,0	0,0%
1.4. Recettes exceptionnelle (PPTE, dette monétaire France)	17,8	17,8	0,0	0,0%
1.5. Dons	200,8	234,0	33,1	16,5%
2. BUDGETS ANNEXES	7,9	7,9	0,0	0,0%
3.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	118,7	118,7	0,0	0,0%
TOTAL BUDGET D'ETAT	2023,2	2054,7	31,5	1,6%

Source: DGB

3.5.3.DETAILS DES DEPENSES PAR NATURE (EN MILLIARDS DE F CFA) 2019

NATURE DES DEPENSES	2019	2019	Evolution dépenses	
	LFI	LFR	valeur	taux
1.BUDGET GENERAL	2283,8	2261,2	-22,7	-1,0%
1.1 CHARGES COURANTES	1357,4	1415,4	58,0	4,3%
<i>dont Personnel</i>	595,6	595,6	0,0	0,0%
1.2 CHARGES EN CAPITAL	926,5	845,8	-80,7	-8,7%
2. BUDGETS ANNEXES	7,9	7,9	0,0	0,0%
3.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	118,7	118,7	0,0	0,0%
TOTAL BUDGET D'ETAT	2410,4	2387,7	-22,7	-0,9%

Source: DGB

LFI 2019

Ressources Totales:

2 023,2

-

Dépenses Totales:

2 410,4

=

Déficit: 387,2

LFR 2019

Ressources Totales:

2 054,7

-

Dépenses Totales:

2 387,7

=

Déficit: 333,0

Une baisse de 54,2 de milliards de FCFA

3.5.5.BESOINS ET RESSOURCES DE FINANCEMENT (EN MILLIARDS DE F CFA)

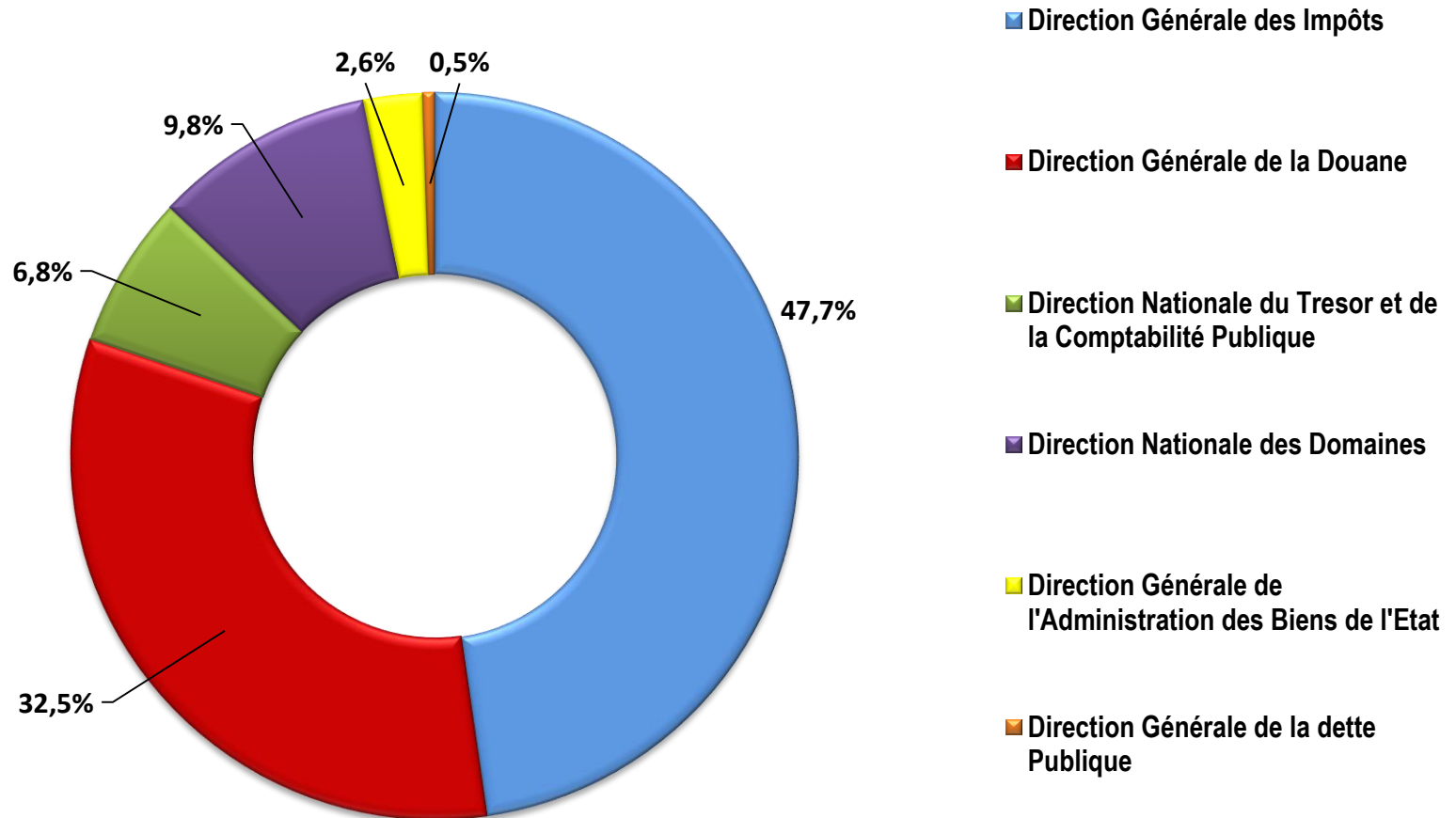
Financement	2019	2019
	LFI	LFR
Besoins de financement	736,05	681,87
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	254,43	254,43
<i>dont principal dette intérieure</i>	142,37	142,37
<i>dont principal dette extérieure</i>	112,06	112,06
Déficit budgétaire à financer	387,25	333,07
Prêts et avances	0,00	0,00
Retraits sur les comptes des correspondants	94,37	94,37
Ressources de financement	736,05	681,87
Tirages sur des emprunts projets	183,27	89,27
Emission de dette à court, moyen et long termes	357,74	322,20
Tirages sur des emprunts programmes	26,64	102,00
Produits provenant de la cession des actifs	64,44	64,44
Remboursement des prêts et avances	9,59	9,59
Dépôts sur les comptes des correspondants	94,37	94,37

3.5.6.EVOLUTION DES PREVISIONS DES RESSOURCES PAR SERVICE (EN MILLIARDS DE F CFA)

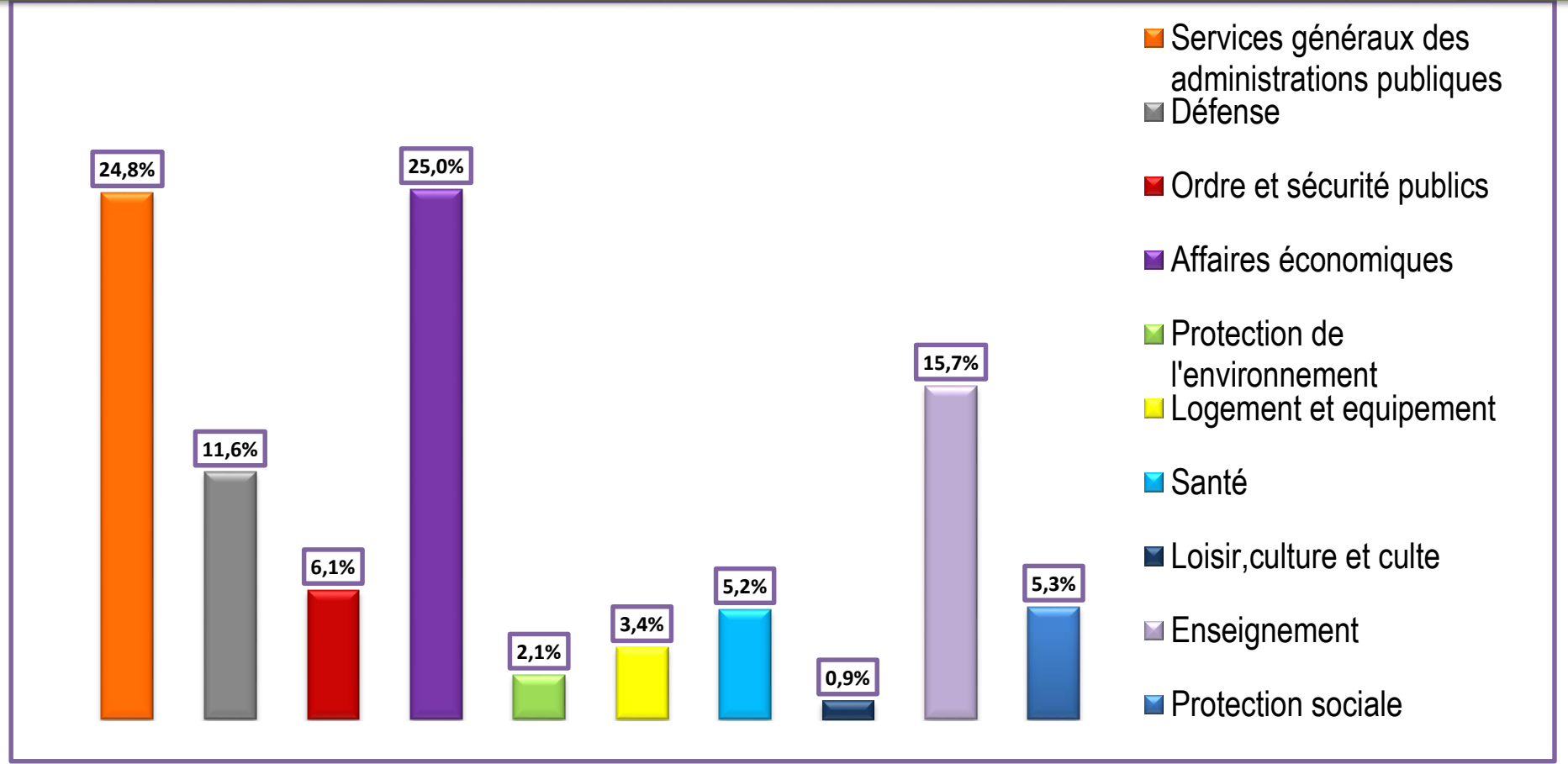
Libellés	LFI 2019	LFR 2019
	Ressources	Ressources
Direction Générale des Impôts	908,70	910,70
Direction Générale de la Douane	689,10	620,98
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	130,27	130,27
Direction Nationale des Domaines	123,30	187,80
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	50,00	50,00
Direction Générale de la dette Publique	9,59	9,59
Total	1 910,96	1 909,34

Source: DGB

3.5.7. POIDS DES SERVICES PAR RAPPORT AUX RESSOURCES TOTALES (LFR 2019)



3.5.8.REPARTITION DES DEPENSES PAR FONCTION EN POURCENTAGE DU BUDGET TOTAL



- poursuivre la sensibilisation des citoyens sur la transparence budgétaire;
- Améliorer les canaux de diffusion du Budget-Citoyens dans plusieurs formats et différentes nationales;
- améliorer la qualité du contenu du Budget-Citoyens en tenant compte des informations et des propositions utiles des organisations de la société civile;
- élaborer un Budget-Citoyens pour la loi de règlement.

Ministère de l'Economie et des Finances:

www.finances.gouv.ml

Outil Boost:

<http://boost.worldbank.org/fr/country/mali>

Coordonnées des contacts utiles pour l'accès aux documents budgétaires

Merci de votre attention

